

Eric Toussaint

Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde. ONG. Bruxelles.

MONDIALISATION ET CRISE DU MODELE DE DEVELOPPEMENT NEOLIBERAL

Ce qu'on appelle la mondialisation¹ désigne un processus qui commence au début des années 1980. Ce processus ne peut être objectif qu'après deux remarques préliminaires.

¹ Mondialisation : ci-après un extrait de la définition qu'en donne F. Chesnais dans l'article suivant «L'émergence d'un régime d'accumulation mondial à dominante financière», 25 p, in *La Pensée*, 1er trimestre 1997, Paris, p. 169 :
«Jusqu'à une date récente, il paraissait possible d'aborder l'analyse de la mondialisation en considérant celle-ci comme une étape nouvelle du processus d'internationalisation du capital, dont le grand groupe industriel transnational a été à la fois l'expression et l'un des agents les plus actifs. Aujourd'hui, il n'est manifestement plus possible de s'en tenir là. La «mondialisation de l'économie» (Adda, 1996), ou plus précisément la «mondialisation du capital» (Chesnais, 1994), doit être comprise comme étant plus — ou même tout autre chose — qu'une phase supplémentaire dans le processus d'internationalisation du capital engagé depuis plus d'un siècle. C'est à un mode de fonctionnement spécifique —et à plusieurs égards important, nouveau— du capitalisme mondial que nous avons affaire, dont il faudrait chercher à comprendre les ressorts et l'orientation, de façon à en faire la caractérisation. Les points d'inflexion par rapport aux évolutions des principales économies, internes ou externes à l'OCDE, exigent d'être abordés comme un tout, en partant de l'hypothèse que vraisemblablement, ils font "système". Pour ma part, j'estime qu'ils traduisent le fait qu'il y a eu — en se référant à la théorie de l'impérialisme qui fut élaborée au sein de l'aile gauche de la Deuxième Internationale voici bientôt un siècle —, passage dans le cadre du stade impérialiste à une phase différant fortement de celle qui a prédominé entre la fin de Seconde Guerre mondiale et le début des années 80. Je désigne celui-ci pour l'instant (avec l'espoir qu'on m'aidera à en trouver un meilleur au travers de la discussion et au besoin de la polémique) du nom un peu compliqué de «régime d'accumulation mondiale à dominante financière». La différenciation et la hiérarchisation de l'économie-monde contemporaine de dimension planétaire résultent tant des opérations du capital concentré que des rapports de domination et de dépendance

Aujourd'hui, au niveau de la planète, les rapports marchands dominent. Cela ne veut cependant pas dire qu'il n'existe pas d'autres rapports que ces rapports marchands. En effet, d'emblée, on peut dire qu'une grande partie de l'apport mondial des femmes à la création de richesses ne fait pas l'objet de rapports marchands directs et ne rentre donc pas dans la comptabilité du Produit mondial brut. Selon le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), si on traduisait cet apport en équivalent salaire, il faudrait ajouter 50% à l'estimation habituelle du Produit mondial brut. Bref, dans tous les pays, particulièrement ceux du Tiers Monde, l'apport des femmes, notamment par le travail domestique — préparation des aliments, approvisionnement en eau, en bois de chauffe, travail agricole, nettoyage, soins dispensés aux membres de la famille, artisanat domestique—, constitue une activité vitale qui ne passe pas essentiellement par des achats et des ventes.

politiques entre Etats, dont le rôle ne s'est nullement réduit, même si la configuration et les mécanismes de cette domination se sont modifiés. La genèse du régime d'accumulation mondialisé à dominante financière relève autant de la politique que de l'économie. Ce n'est que dans la vulgate néolibérale que l'Etat est "extérieur" au "marché". Le triomphe actuel du "marché" n'aurait pu se faire sans les interventions politiques répétées des instances politiques des Etats capitalistes les plus puissants (en premier lieu, les membres du G7). Cette liberté que le capital industriel et plus encore le capital financier se valorisant sous la forme argent, ont retrouvée pour se déployer mondialement comme ils n'avaient pu le faire depuis 1914, tient bien sûr aussi de la force qu'il a recouvrée grâce à la longue période d'accumulation ininterrompue des "trente glorieuses" (l'une sinon la plus longue de toute l'histoire du capitalisme). Mais le capital n'aurait pas pu parvenir à ses fins sans le succès de la "révolution conservatrice" de la fin de la décennie 1970.»

Voir également Eric Toussaint, *La Bourse ou la Vie*, ch. 1 à 5, Edit. Luc Pire/ CADTM /Syllepse/ CETIM, deuxième édition 1999, 420 pp.

La mondialisation actuelle a été précédée par d'autres phases d'internationalisation aiguë. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, aujourd'hui, le degré d'internationalisation des échanges et des investissements est moins important qu'avant la première guerre mondiale. Les flux d'investissements des pays les plus industrialisés vers les pays du Tiers Monde étaient en effet beaucoup plus importants à l'époque : les entreprises des pays industrialisés investissaient énormément pour augmenter leurs approvisionnements en matières premières de base, que l'on transformait dans les économies du Nord. Ces investissements étaient essentiellement dirigés vers les plantations, les exploitations de caoutchouc, etc.

Au cours des vingt dernières années, on a assisté à un recentrage sur la Triade² (Etats-Unis, Europe occidentale et Japon) : au niveau mondial, la part occupée par ces trois pôles dans les investissements, les flux financiers, la production, les exportations mondiales, le contrôle de l'armement, le contrôle de l'information et le contrôle de la R&D (recherche et développement) a en effet augmenté. Par exemple, 95% des dépenses dans la R&D se réalisent dans les pays les plus industrialisés. De même, 75% des exportations sur le marché mondial sont contrôlés par les pays de la Triade. En outre, on constate que les économies des pays qui lui sont périphériques³ connaissent une perte

de vitesse fantastique. En 1950, la part de l'Amérique latine dans les exportations mondiales s'élevait à un peu moins de 13%. Aujourd'hui, elle n'est plus que de 3,9%. La part de l'Afrique subsaharienne, quant à elle, est passée de 6% à 1,9% en moins de 50 ans.

Il convient néanmoins de signaler que ces chiffres doivent être maniés avec une grande prudence, dans la mesure où, quand on estime la valeur des exportations mondiales de ces pays, on le fait à partir des prix qui sont fixés par le Nord (en équivalent dollar). Si les chiffres se rapportaient au volume ou à l'équivalent heures de travail nécessaires à la production des exportations du Tiers Monde, on aurait alors d'autres estimations. Cela impliquerait un changement complet du système d'évaluation, où les valeurs comptabilisées seraient différentes et où le rapport commercial entre pays du Sud et du Nord serait également différent. Dans le système capitaliste actuel, l'apport des pays du Tiers Monde à la richesse mondiale est ainsi tout à fait sous-évaluée, car une partie de la valeur qui est créée dans ces pays est comptabilisée dans le prix de vente final fixé et réalisé dans les pays les plus industrialisés. Par exemple, sur les dix dollars que peut coûter un tapis acheté en Europe, seul un dollar est comptabilisé en tant qu'apport du Tiers Monde. Les neuf dollars de différence, payés par le consommateur, ne sont donc pas considérés comme un apport du Tiers Monde à la richesse mondiale : un dollar est comptabilisé dans le PNB du pays du Tiers Monde dans lequel a été produit ce tapis, les neuf dollars restants sont comptabilisés dans le PNB du pays européen dans lequel s'effectue la vente au détail.

En clair, étant donné que ce sont les rapports marchands qui dominent et que ceux-ci s'opèrent dans les devises fortes comme le dollar, on ne prend malheureusement en compte, pour estimer le poids réel des différents pays dans la hiérarchie mondiale, que la valeur en dollars des exportations (qu'elles soient réalisées par les pays du Tiers Monde, par les pays du reste de la pé-

² Les expressions «Triade» et «triadique» sont dues à K. Ohmae (1985). Elles ont été utilisées d'abord par les *business schools* et le journalisme économique, avant d'être adoptées très largement. Les trois pôles de la Triade désignent les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon, mais autour de ces pôles se forment des associations un peu plus larges. Selon Ohmae, le seul espoir d'un pays en développement — il faut y ajouter désormais les anciens pays dits socialistes — est de se hisser au statut de membre associé, même périphérique, d'un des trois «pôles».

³ Dans ce texte sont utilisés comme des synonymes : Tiers Monde, pays du Sud, Sud, Périphérie, pays en voie de développement (PVD). Ces termes sont généralement utilisés par opposition à Triade, (principaux) pays capitalistes industrialisés, pays du Nord, Nord, Centre, pays impérialistes, considérés comme des synonymes.

riphérie —c'est-à-dire les pays de l'Est— ou par les centres les plus industrialisés).

UN MONDE HIERARCHISE ET DE-REGLEMENTE

Nous vivons dans un monde très hiérarchisé, où la Triade a renforcé ses positions à différents points de vue, y compris militaire, ce qui n'est pas un élément marginal. Aujourd'hui, en effet, les principales puissances du Nord (à commencer par les Etats-Unis) ont recours, plus facilement qu'il y a vingt ans, à des interventions militaires dans le Tiers Monde, notamment grâce à l'assentiment d'une majorité de gouvernements de ces pays et avec la complicité des dirigeants de la Fédération de Russie et de la Chine. En réalité, le terme «*puissance impérialiste*» n'a pas perdu de sa pertinence. Il existe toujours des puissances impérialistes, même si leur mode de domination prend d'autres formes qu'au début du XXe siècle. Les relations de type colonial ont été remplacées par de nouvelles relations qui impliquent une subordination parfois extrême de la Périphérie à l'égard du Centre. Il s'agit de relations *néocoloniales*.

Au cours du processus de mondialisation, le renforcement de la Triade a coexisté avec une dépendance croissante des pays de la Périphérie à son égard. Cette réalité renvoie à la gestion de la crise de la dette du Tiers Monde : en 1982, une fois que celle-ci a éclaté, elle a été gérée au profit des pays les plus industrialisés et des institutions financières au service de ces pays (FMI, Banque mondiale). A cela s'ajoute l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), qui est un instrument supplémentaire pour domestiquer, discipliner, augmenter le degré de dépendance des économies de la Périphérie à l'égard des pays du Centre. Pour évaluer à quel point ce degré de dépendance n'a fait que croître au fil des vingt dernières années, il est intéressant d'analyser l'évolution — sur les plans économique, politique et militaire — de pays tels que le Brésil, l'Argentine, le Mexique, le Venezuela, l'Inde, la Corée du Sud, ou encore l'Algérie.

Le Mexique a connu, de la fin des années 30 au début des années 80, une phase de développement très importante avec une forte industrialisation. Cela s'est opéré dans le cadre de réformes radicales : nationalisation du pétrole et du crédit, réforme agraire, etc. Un recul formidable se manifeste après l'éclatement de la crise de la dette en août 1982. Tant et si bien qu'aujourd'hui, les revenus des exportations pétrolières du Mexique passent par un compte situé aux Etats-Unis ! Un magistrat américain a en effet l'autorisation de bloquer les flux qui vont de ce compte vers le Mexique si ce pays ne rembourse pas sa dette extérieure.

L'Algérie : on connaît surtout le drame humain qui s'y produit, mais indépendamment de cela, c'est un pays qui avait également connu un processus d'industrialisation, partiellement avec des éléments autocentrés, et qui a dû abandonner ce genre de projets au profit des programmes du FMI.

La Corée du Sud était en pleine phase de développement jusqu'à la fin de l'année 1997. Au point que certaines des entreprises coréennes étaient en compétition directe avec les multinationales des pays les plus industrialisés. Les entreprises coréennes, sur le marché des microprocesseurs et des semi-conducteurs, devançaient même leurs concurrentes nord-américaines. Lorsque la crise de sa dette extérieure a éclaté en 1997, la Corée du Sud a dû démanteler ses conglomérats industriels, dont une partie a été achetée par des multinationales - principalement américaines.

Au Brésil, il y a dix ans, certaines entreprises des secteurs de l'informatique et de l'armement (secteurs stratégiques pour les pays du Nord) étaient en compétition directe avec les multinationales du Nord. Depuis les privatisations massives, ce n'est plus le cas.

Aujourd'hui, au niveau de la hiérarchie mondiale, les écarts se creusent entre les pays les plus industrialisés et les pays qui avaient conquis une certaine marge de manœuvre. En outre, il ne faut pas oublier toutes les économies d'Europe orientale qui avaient également conquis une autonomie économique par rapport aux pays les plus

industrialisés. Parallèlement, les pays les plus pauvres (on devrait, en réalité, parler des pays les plus exploités) n'ont jamais pu conquérir une véritable marge de manœuvre économique. Ces pays sont les pays d'Afrique subsaharienne (sauf la République d'Afrique du Sud), d'Amérique centrale, de la Caraïbe, certains pays andins et de l'Asie pacifique.

L'écart se creuse et ce n'est pas simplement un problème de revenus. L'augmentation de la subordination des pays de la Périphérie à l'égard du Centre tient également aux rapports de pouvoir, à l'abandon de souveraineté de la part des gouvernements des pays de la Périphérie, à leur renoncement de mener des stratégies économiques de développement⁴...

Les écarts se creusent également entre hommes et femmes. Il est certain que les femmes sont les plus touchées par les politiques d'austérité. L'écart (du point de vue des revenus) entre hommes et femmes, qui avait pourtant commencé à se réduire dans les années 40 à 70, est en train, à nouveau, d'augmenter. Dans toute une série de pays de la Périphérie, mais aussi dans le Nord, on constate la diminution du revenu des femmes (il baisse encore plus fortement que celui des hommes).

Enfin, il y a l'écart de classes : entre les détenteurs de capitaux, d'une part, et d'autre part, les salariés, les sans-emploi ainsi que les petits producteurs (artisanaux ou agricoles). On constate que la part des salariés, des sans-emploi et des petits producteurs dans la répartition du revenu national est en chute libre par rapport aux revenus des détenteurs de capitaux.

La mondialisation est allée de pair avec une vague de déréglementations décidées par les

gouvernements des principaux pays industrialisés. En effet, à l'échelle de la planète, une pléthore de gouvernements a appliqué les mêmes politiques que celles initiées au début des années 1980 par le gouvernement Thatcher et l'administration Reagan. Aujourd'hui encore, on continue à déréglementer et on applique des politiques néolibérales. Il arrive d'ailleurs que des gouvernements "socialistes" (Gonzalez, Blair, Schröder, Jospin) fassent cette besogne mieux que certains gouvernements conservateurs, traditionnellement plus exposés à des conflits avec les mouvements sociaux, notamment le mouvement syndical. En déréglementant, le pouvoir politique décide d'abandonner une série de ses prérogatives, comme par exemple le contrôle des changes, des marchés financiers, des bourses, des investissements... Par le biais de l'Accord Multilatéral sur les Investissements (AMI) et ensuite du Millenium Round, ce sont tous les mécanismes de contrôle que l'on voulait en réalité supprimer !

On tente également de déréglementer le marché du travail. Selon le credo néolibéral, le salaire minimum garanti et les lois protégeant les travailleurs de licenciements abusifs constituent *des rigidités* absolument intolérables. Il faut en venir à bout. Bref, ce sont des éléments de mécanismes de solidarité collective (code du travail, salaire minimum, sécurité sociale, système de retraite par répartition, allocation de chômage, etc.) qui ont été, dans certains pays, fortement affectés par ces attaques. Heureusement, une série de mesures de protection sont encore là...

DIMINUER LE ROLE DE L'ETAT ET SUPPRIMER TOUT PROJET NATIONAL AUTOCENTRE

La Banque mondiale insiste avec force sur l'enjeu humain de la réduction du rôle de l'Etat : «*Sur les 2,5 milliards de travailleurs que compte le monde, 1,4 milliard vivent dans des pays confrontés à la difficile tâche de sortir définitivement d'un système d'interventionnisme d'Etat, de protection-*

⁴ Il y a quelques probabilités toutefois que ce renoncement à la souveraineté (ou à la lutte pour celle-ci) de la part des gouvernants du Sud mène en réaction les peuples à de nouveaux mouvements d'émancipation, voire à des révolutions plus profondes que celles que l'on a connues au cours du XX^e siècle.

nisme outrancier ou de planification centralisée (...)» (Bm, 1995, p. 7).

«*En Afrique subsaharienne, en Amérique latine et en Asie du Sud, la plupart des pays ont poursuivi, à des degrés divers, des formes de développement autocentré qui protégeaient certaines industries et défavorisaient l'agriculture. Ces stratégies ont profité à un nombre limité de privilégiés (détenteurs de capitaux et travailleurs employés dans le secteur protégé). Les privilèges étaient souvent défendus au moyen d'interventions de type institutionnel (interdiction de licenciement en Amérique latine ou maintien de postes en surnombre dans l'emploi public en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud) au lieu d'être justifiés par une augmentation de la demande de main-d'œuvre ou une amélioration de la productivité*» (Bm, 1995, p. 16).

«*Il n'y a rien de mieux pour la croissance et l'amélioration du niveau de vie des travailleurs qu'un développement par le marché qui encourage les entreprises et les travailleurs à investir en capital physique, en techniques nouvelles et en formation. Les tentatives des pays qui avaient pensé pouvoir aider les travailleurs par une politique d'investissement qui favorisait l'industrie au détriment de l'agriculture, en protégeant de la concurrence internationale les emplois d'un petit nombre de travailleurs favorisés du secteur industriel, en décrétant des augmentations de salaires ou en créant des emplois superflus dans le secteur public, ont fini par échouer (aussi bien en Amérique latine que dans l'ex-Union soviétique ou ailleurs)*» (Bm, 1995, p. 3).

Plusieurs éléments sont à retirer de ces déclarations de la Banque mondiale.

Premièrement, il y a un tour de passe-passe utilisé systématiquement pour présenter les travailleurs ayant un emploi dans le secteur formel comme étant des privilégiés au même titre que les détenteurs de capitaux. Dans le monde tel qu'envisagé par la Banque mondiale, il n'y a pas d'opposition de classes entre capitalistes, d'un côté, et travailleurs (qu'ils soient paysans, ouvriers d'usine, travailleurs de l'éducation ou de la santé, chô-

meurs), de l'autre, selon la Banque mondiale, la véritable opposition passe entre les privilégiés (travailleurs du secteur protégé, patrons du secteur étatique ou patrons privés protégés par l'Etat), d'une part, et les pauvres (sans-emplois, travailleurs du secteur informel), d'autre part.

Hayek écrivait déjà en 1944 dans *La Route de la servitude* : «*Jamais une classe ne fut exploitée d'une façon plus cruelle que ne le sont les couches les plus faibles de la classe ouvrière par leurs frères privilégiés, exploitation rendue possible par la «réglementation» de la concurrence. Peu de slogans ont fait autant de mal que celui de «stabilisation» des prix et des salaires : en assurant les revenus des uns, on rend la situation des autres de plus en plus précaire*». Cinquante plus tard, dans son rapport 1995 intitulé *Le Monde du travail dans une économie sans frontières*, la Banque mondiale déclare grosso modo la même chose que Hayek. En voici quelques extraits (c'est nous qui soulignons, NDLR) :

«*Par les obstacles qu'elle met à la création d'emplois, une réglementation de sécurité de l'emploi trop contraignante risque de protéger ceux qui ont un emploi salarié, **aux dépens des exclus, les chômeurs et les travailleurs du secteur informel ainsi que du secteur rural***» (Bm, 1995, p. 104). Haro sur la protection de l'emploi car elle existe aux dépens des opprimés !

«*// y a fort à craindre que ceux qui seront les premiers bénéficiaires de l'assurance sociale — généralement les travailleurs de condition aisée — le soient **aux dépens des autres travailleurs***» (Bm, 1995, p. 104). Haro sur la sécurité sociale !

«*Il ne fait pas de doute que les syndicats agissent souvent en monopoleurs obtenant des améliorations dans les conditions de salaire et de travail de leurs adhérents **aux dépens des détenteurs de capitaux, des consommateurs et de la main d'œuvre non syndiquée inorganisée***» (Bm, 1995, p. 95). Haro sur les syndicats !

Deuxièmement, l'Etat a joué un rôle néfaste dans la plupart des économies du Sud ou de l'Est, il faut donc réduire son rôle. Troisièmement, les tentatives de mener un déve-

loppement autonome ont toutes échoué. Quatrièmement, on sent que les auteurs du rapport jubilent à l'idée que se sont ouvertes d'immenses possibilités pour les politiques néo-libérales dans des régions aussi différentes que l'Amérique latine, l'Afrique, l'Asie du Sud ou l'ex-Union soviétique. La jubilation prend même une forme brutalement revancharde dans le passage suivant consacré aux pays de l'ex-bloc soviétique : «*Se considérant comme les champions du monde du travail, ils assuraient à leurs travailleurs des salaires périodiquement relevés et une protection sociale du berceau à la tombe - et ne voyaient donc pas la nécessité de syndicats libres et indépendants*» (Bm, 1995, p. 16). Faut-il souligner que la Banque mondiale ne mentionne l'absence de syndicats libres que par pure démagogie, elle qui a soutenu (et soutient encore) tant de dictatures que ce soit au Chili sous Pinochet ou en Roumanie sous Ceaucescu pour ne prendre que deux exemples ?

Manifestement, pour la Banque mondiale, l'important est donc d'en finir avec l'interventionnisme de l'Etat, les tentatives de développement autocentré et de planification. Or, en règle générale, là où des pays de la Périphérie ont enregistré des succès, c'est notamment en s'appuyant sur un rôle très actif de l'Etat. C'est particulièrement le cas pour des pays considérés, il y a peu encore, comme des modèles de réussite (la Corée du Sud, Taïwan, la Malaisie, la Thaïlande, le Brésil, le Mexique). L'Etat, qu'il ait été dirigé par des bourgeoisies nationales, par des éléments de la petite-bourgeoisie ou par la bureaucratie dictatoriale des pays dudit camp socialiste, a joué un rôle clé pour amorcer un développement réel même s'il était déformé. Le "surdéveloppement" de l'Etat dans les pays de la Périphérie (sans y inclure les pays de l'Est) répond à la faiblesse de la classe capitaliste locale. L'Etat a constitué les béquilles d'une bourgeoisie relativement faible parce que sortant de l'exploitation coloniale. La Banque mondiale en voulant réduire l'Etat dans la Périphérie a pour objectif d'augmenter la dépendance de ces pays à l'égard du grand capital du Centre.

Pour ceux et celles qui veulent opposer une riposte progressiste à cette stratégie, il faut essayer d'éviter plusieurs écueils. Le premier serait de prendre la défense de l'Etat comme si son contenu social était neutre et son rôle largement positif. L'Etat dans les pays capitalistes du Sud est l'instrument de domination aux mains des classes exploiteuses locales. Cet Etat organise la répression des mouvements populaires et garantit à la classe capitaliste de pouvoir faire du profit le plus tranquillement possible. Il faut éviter de laisser aux néo-libéraux le monopole de la critique de l'Etat. De ce point de vue, il n'y a pas eu que Karl Marx pour dénoncer le caractère exploiteur de l'Etat capitaliste. L'économiste classique Adam Smith ne disait-il pas lui-même : «Le gouvernement civil, s'il a été institué pour assurer la sécurité de la propriété, est en réalité institué pour la défense du riche contre le pauvre, ou pour la défense de ceux qui ont une propriété contre ceux qui n'en ont aucune» («Civil government, so far it is instituted for the security of property, is in reality instituted for the defense of the rich against the poor, or of those who have some property against those who have none at all», Smith, p. 674 de l'édition en anglais). La Banque mondiale et les néo-libéraux pourraient à la limite reprendre à leur compte la phrase d'Adam Smith à condition d'en supprimer la dernière partie. En effet, selon leur discours démagogique, le riche est le travailleur du secteur étatique et il se sert de l'Etat pour exploiter le pauvre. Mais ce que la Banque mondiale et les néo-libéraux ne peuvent que rejeter comme une hérésie communiste, c'est le passage qui dit en substance que l'Etat a été institué pour défendre la propriété privée du riche contre ceux qui n'en ont pas.

Il faut donc combattre, à juste titre, l'Etat et le remplacer. Le renversement de l'Etat capitaliste passe par une authentique révolution émancipatrice et celle-ci doit aboutir également au dépérissement des nouvelles structures étatiques qui devront être mises en place pendant une période transitoire. L'objectif est donc bien le dépérissement de l'Etat et ce, évidemment pas pour laisser libre cours aux forces du marché mais pour

remplacer la dictature de classe par une association libre des travailleurs.

Reste qu'il faut se poser la question suivante : quand la Banque mondiale et les néo-libéraux prennent pour cible l'Etat, que veulent-ils attaquer en réalité si ce n'est le système de sécurité sociale financé (partiellement) par la fiscalité, l'extension trop grande à leurs yeux des systèmes publics d'éducation et de santé, les législations qui protègent tant bien que mal le travailleur contre le licenciement abusif...

Ce que les néo-libéraux prennent pour cible, ce sont d'abord les parcelles de démocratie et de solidarité collective qui existent dans l'Etat ou dont l'existence est garantie par l'Etat. Et d'où proviennent ces parcelles de démocratie et de solidarité collective, sinon d'un mélange de conquêtes sociales arrachées au prix fort par les opprimés et de concessions faites par les possédants pour maintenir la paix sociale. Ces parcelles-là, il faut les protéger.

La Banque mondiale s'attaque à d'autres prérogatives de l'Etat : elle voudrait que soient supprimées, là où elles subsistent encore, les législations visant à protéger le marché intérieur des pays du Sud ; elle voudrait supprimer le contrôle qu'exercent des Etats du Sud sur leurs industries stratégiques, sur leurs ressources naturelles. Pour la Banque mondiale, tout cela devrait être supprimé pour permettre la circulation totalement libre des capitaux, ce qui ne peut que renforcer la suprématie des multinationales et des économies des pays du Nord.

Il faut, à ce niveau là-aussi, éviter l'écueil d'abonder dans le sens de la Banque mondiale. Il y a en effet un risque de succomber au discours de la Banque mondiale en imaginant que l'abandon par l'Etat du contrôle sur des entreprises pourrait diminuer la corruption, augmenter l'efficacité des entreprises, réduire le poids de la bureaucratie corrompue occupant l'Etat. Ce serait tomber de Charybde en Scylla : la corruption et l'inefficacité de la gestion capitaliste privée ne sont plus à prouver à la veille du troisième millénaire. Il faudrait plutôt exercer un contrôle strict sur la gestion des pouvoirs

publics. Cela implique une dynamisation des mouvements sociaux ainsi que des réformes politiques et juridiques profondes.

Le volume mondial des transactions quotidiennes sur le marché des changes s'élève aujourd'hui à 1800 milliards de dollars. En 1970, ce volume s'élevait à 10 milliards de dollars (180 fois moins); 75 milliards en 1980; 500 milliards en 1990... Alors qu'en 1970, plus de 90% de ces 10 milliards renvoyaient à des achats et des ventes de biens et de services (donc à l'économie réelle, à la production) et que les 10% restants concernaient des opérations spéculatives, aujourd'hui, c'est exactement l'inverse : plus de 90% des échanges (voire 95% selon les sources) sont des opérations spéculatives qui portent essentiellement sur des différentiels de taux de change. Une grande partie de la richesse produite sur cette planète est accumulée sous forme de capital. Une partie de plus en plus grande de ce capital se meut dans la sphère financière spéculative. Elle n'est plus connectée à la production agricole ou industrielle. Elle évolue dans un circuit financier dont le rapport avec l'économie réelle est de plus en plus ténu.

Cette "fmanciarisation" a des retombées sur notre vie quotidienne, car aujourd'hui, la stratégie d'une série d'entreprises n'est plus déterminée par le résultat des ventes, mais par le rendement immédiat et les dividendes que les détenteurs d'actions retirent tous les mois ou tous les trois mois. Si ces actionnaires — les fonds de pension ou autres grands groupes financiers qui n'ont rien à voir avec des stratèges industriels— considèrent que telle entreprise n'est pas assez rentable du point de vue de sa valorisation boursière, ils vendent leurs actions et achètent les actions d'une autre entreprise.

NOUVELLE CRISE DE LA DETTE ET ECHEC DU MODELE DE DEVELOPPEMENT NEOLIBERAL

Aujourd'hui, se développe une nouvelle crise de la dette du Tiers Monde. Les montants à rembourser par le Tiers Monde ne diminuent pas, voire augmentent, tandis que

baissent leurs revenus d'exportation avec lesquels ils paient le service de la dette. On constate ainsi que les prix de la majorité des produits exportés par le Tiers Monde sur le marché mondial est en chute libre. Comme les revenus des pays de la Périphérie dépendent principalement de leurs exportations, ils diminuent très fortement. En outre, les taux d'intérêt que paient les pays du Tiers Monde pour pouvoir continuer à obtenir des lignes de crédits afin de rembourser leurs dettes (qu'ils ont pourtant déjà remboursées plusieurs fois), sont de l'ordre de 15%, alors que dans les pays du Nord, les taux d'intérêt oscillent entre 3,5 et 6%. Ainsi, quand les gouvernements belge ou français émettent un nouvel emprunt public, ils rémunèrent les obligations d'Etat à (environ) du 4%. Mais quand les pays du Sud (Brésil, Argentine) et du reste de la périphérie (Russie, par exemple) veulent avoir accès à des emprunts sur les marchés financiers, ils doivent proposer du 15%. Enfin, les minces flux financiers qui allaient des pays du Nord vers les pays de la Périphérie (à savoir une quinzaine de pays sur les cent cinquante) se tarissent presque totalement. Le Brésil, la Thaïlande, la Corée, l'Indonésie, les Philippines, le Mexique, la Malaisie, l'Afrique du Sud ne reçoivent plus ces flux de capitaux.

Dans les mois ou les années à venir, le nombre de pays devant faire face à des problèmes de paiements et devant renégocier leur dette augmentera. Et la pression pour vendre des entreprises nationales et accroître les ponctions sociales va également s'accroître. Il suffit pour s'en persuader d'analyser le plan que le FMI et la Banque mondiale ont imposé au Brésil en 1998.

On assiste à l'échec complet du modèle de développement néolibéral. Il y a quelques années, les partisans de la mondialisation mettaient en exergue le "miracle" asiatique et proposait d'appliquer, un peu partout dans le monde, le modèle de ces *tigres* et de ces *dragons*. On nous disait qu'il fallait encore plus ouvrir les frontières aux capitaux et déréglementer, voire modifier des législations sociales... La Banque mondiale en est arrivée à intituler son rapport 93 : «*Le miracle asiatique*». On ne nous parlait pas seulement

de modèle, mais de miracle ! Il y a une religion de la réussite, et parmi les grands prêtres, on retrouve les dirigeants et les hauts fonctionnaires de la Banque mondiale. Et pourtant... c'est l'échec complet !

On savait déjà que les propositions de développement faites pour l'Afrique subsaharienne constituaient un échec. On s'en doutait pour l'Amérique latine : la politique monétaire menée par le président argentin (Ménem) n'était pas vraiment convaincante et la crise mexicaine de 94-95 n'a fait que confirmer cet état de fait. Mais, jusqu'en juillet 1997, il restait les pays du Sud-Est asiatique pour témoigner de l'efficacité de la doctrine néolibérale. Pourtant, là encore, force est de constater que le dogme néolibéral est inopérant.

Prenons les cas de la Thaïlande, de la Malaisie, de l'Indonésie et des Philippines (400 millions d'habitants à eux quatre). Leur taux de croissance annuel était, sur la période qui s'étend de 1987 à 1997, de 8 à 10%. En ce qui concerne la Thaïlande et la Malaisie, le taux de scolarisation était en progression. Quelles pouvaient bien être les recettes de ce succès ? Maintien de salaire très bas et absence de système de sécurité sociale. C'est ce qu'on appelle dans l'économie du libre échange : les avantages comparatifs. Mais d'autres mesures accompagnaient ces avantages : l'ouverture de l'économie, la libéralisation des flux de capitaux, dont la Thaïlande était le modèle. Dans ce pays, tant les allochtones que les citoyens thaïs pouvaient avoir des comptes en monnaie nationale ou en dollar. Si le compte était libellé en dollar, on pouvait retirer son argent sans aucun problème. Si c'était en monnaie nationale, on était aussi protégé, car la Banque centrale assurait qu'en cas de dévaluation, les montants déposés seraient remboursés au taux de la parité antérieure. Cela avait pour but d'attirer à tout prix l'argent. Une fois dans le pays, les capitalistes thaïs étaient censés l'utiliser pour favoriser le développement du pays, ce qui devait, selon la théorie, entraîner l'amélioration des conditions de vie de toute la population. Bref, d'après Walden Bello (économiste philippin enseignant en Thaïlande), «ces économies étaient totalement droguées au capital étranger», c'est-à-dire que leur taux de croissance était lié à un flux continu

de capitaux étrangers. Ces flux de capitaux servaient essentiellement à la spéculation immobilière. Cela est surtout vrai pour la Thaïlande et la Malaisie. La spéculation immobilière était telle qu'en 1996, environ 70% des surfaces immobilières construites (bureaux ou appartements de luxe) restaient inhabitées. Cependant, on continuait à vendre et à acheter ces bâtiments car il y avait toujours des acheteurs et des vendeurs, et comme il y avait spéculation, les prix étaient à la hausse. On n'achetait pas dans le but de vendre à un occupant, on achetait parce que cela allait être vendu à un autre capitaliste qui pensait faire une bonne opération. Une bulle immobilière était en train de se développer. Il est vrai que la production était encore en augmentation mais la moitié du taux de croissance de la Thaïlande, en 95-96-97, venait bien de la spéculation et pas de l'augmentation de la production réelle.

Bien avant la crise, on pouvait diagnostiquer que ce modèle de développement aboutissait à la création et au développement d'une bulle spéculative, et pas à un développement cumulatif solide en matière industrielle ou agricole. Ce modèle de développement que nous proposons les néolibéraux implique que le marché intérieur compte pour rien ou si peu. Car si l'on veut — comme les capitalistes de ces pays ou comme leurs gouvernants — réussir à garder les avantages comparatifs que sont les bas salaires, il ne faut pas s'occuper du marché intérieur. Un développement de ce marché intérieur impliquerait que les gens voient leur pouvoir d'achat augmenter, afin de pouvoir consommer plus. Si on augmente le pouvoir d'achat des travailleurs, le pays perd une partie de son avantage comparatif. Il n'est possible d'augmenter le pouvoir d'achat que si on rompt avec un schéma de développement où la croissance dépend totalement des exportations. C'est possible, mais il ne faut pas compter sur le FMI, la Banque mondiale et les gouvernements des pays de la Périphérie qui leur sont soumis pour rompre avec le "tout à l'exportation".⁵

⁵ Un pays pourrait également continuer à miser fortement sur l'exportation s'il investit dans une production de haute valeur technologique pour se rapprocher d'un modèle de type de celui du Nord,

Il s'avère donc que le modèle de développement néolibéral n'offre en définitive pas de véritable perspective de développement. Ce modèle implique la soumission au marché mondial et aux flux de capitaux internationaux. Or, dès que les acteurs du marché considèrent que de tels pays ne sont plus intéressants pour l'investissement, ils décident de placer leur capitaux ailleurs et les flux de capitaux se tarissent. En d'autres termes, quand les capitalistes, à la tête des fonds de pension, des banques et des institutions d'assurance, qui avaient placé de l'argent dans les pays du Sud-Est asiatique pendant plusieurs années, ont considéré que cela n'était plus aussi intéressant qu'auparavant, ils se sont retirés et ont fait un croc-en-jambe à ces économies qui se sont *de facto* écrasées. Par exemple, le PIB des Philippines a chuté de 15% en 1998.

LE FMI PRIS AU DEPOURVU PAR LA CRISE DU "MODELE" DU SUD-EST ASIATIQUE

Voici ce que dit le rapport annuel 1997 du FMI pour la Thaïlande (il est paru en septembre 1997, deux mois après l'éclatement de la crise) : *«Les administrateurs du FMI ont vivement loué les remarquables résultats économiques de la Thaïlande et l'application persévérante de bonnes politiques macro-économiques par les autorités.»* Pour l'Indonésie, le rapport dit : *«Les administrateurs ont félicité les autorités pour les résultats économiques de l'Indonésie au cours des dernières années. En particulier, la réduction appréciable de la pauvreté et l'amélioration de nombreux indicateurs sociaux.»* En ce qui concerne la pauvreté, on sait que, d'après les propres critères de la Banque mondiale, le seuil de pauvreté absolu est fixé à un dollar par jour, ce qui est évidemment un niveau beaucoup trop bas ! En se basant sur ce critère, la Banque mon-

mais les places sont déjà prises... et sont très chères. Seule, la Corée du Sud avait réussi en partie ce pari jusqu'au début des années 90 quand les autorités coréennes ont commencé à appliquer à tort les politiques recommandées par les chantages du néolibéralisme.

diale considérait que, pour l'Indonésie, en 1995, il y avait près de 60 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Maintenant, ils racontent que Suharto, le dictateur indonésien de l'époque, avait déclaré qu'il n'y avait «*que 30 millions de pauvres absolus*». Pendant trois mois, il y eut, au sein de la Banque mondiale, une discussion pour savoir s'il fallait dévoiler les chiffres de la Banque mondiale ou ceux de Suharto. Finalement, la Banque mondiale a décidé de diffuser les chiffres de Suharto et de diminuer de moitié ses propres calculs... Et évidemment, cela a permis au FMI de féliciter Suharto en déclarant que les indicateurs de pauvreté étaient à la baisse...

Le cas de la Corée est un peu différent des autres, dans la mesure où ce pays avait un véritable marché intérieur. Cela ne l'a cependant pas aidée à éviter la crise car, à tort, l'économie coréenne s'est ouverte elle aussi à la déréglementation néolibérale sans y être préparée. Le rapport annuel 1997 du FMI stipulait à propos de la Corée : «*Le conseil d'administration du FMI s'est félicité de l'élargissement des réformes structurelles, notamment des réformes du marché du travail (le gouvernement coréen avait décidé en décembre 1996 de réduire la protection des travailleurs contre les licenciements collectifs) et des privatisations. Ces réformes devraient favoriser les gains de productivité et assurer durablement la compétitivité de l'économie coréenne...*» Or, ces propos étaient complètement faux au moment où ils ont été écrits : la Corée avait déjà perdu tous ses avantages de compétitivité (notamment à cause de la remontée du dollar auquel la monnaie coréenne, le won, était étroitement liée). On a ensuite dit que le problème venait de la corruption et de la collusion entre l'appareil d'État et les entreprises coréennes (les *chaebols* comme Daewoo).

Les faits sont là : les politiques néolibérales ont affaibli les pays qui les ont appliquées. Ils les ont rendus encore plus fragiles face aux pays les plus industrialisés. Le coût social de l'échec a été terriblement lourd. Selon le Bureau International du Travail, en Asie du Sud-Est, depuis l'éclatement de la crise en 1997, il y a 23 millions de chômeurs

supplémentaires (dont 95% n'ont aucun droit à des indemnités).

Pourtant, le président de la Banque mondiale est content de son bilan, le 21 janvier 1999, au conseil d'administration du groupe Banque mondiale, James Wolfenson (président de la Banque mondiale) déclare : «*Je crois sincèrement qu'avec tous les groupes — de la Banque mondiale — nous n'avons pas peu contribué au bien de l'humanité et à l'amélioration des conditions de vie d'un grand nombre de personnes qui vivent dans la pauvreté...*» Mais deux lignes après, il dit le contraire : «*Sachant qu'aujourd'hui, encore 3 milliards de personnes ont moins de deux dollars par jour pour vivre, que l'écart se creuse entre les riches et les pauvres, que les forêts disparaissent à raison de près d'un demi hectare par seconde, que 130 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés, que 1 milliard et demi de personnes sont toujours privées d'eau potable et que 2 milliards n'ont pas accès à des systèmes d'assainissement, l'heure n'est pas à l'autosatisfaction...* »

PENSER AUTREMENT LE DEVELOPPEMENT

Au vu des éléments qui viennent d'être analysés, on se rend compte que les modèles de développement que l'on impose actuellement ne fonctionnent absolument pas ! Il faut donc penser large et mettre en avant d'autres modèles de développement qui visent la satisfaction des besoins humains fondamentaux de la population locale. Cela implique une croissance du marché intérieur de chaque pays et l'utilisation des ressources humaines et naturelles locales, ceci afin de satisfaire les besoins locaux. Ce modèle devrait être partiellement autocentré. Bref, aujourd'hui, il faut marquer des éléments de rupture et il faut tenter de se déconnecter de la vague actuelle...

Les économies de Sud qui pensent qu'elles peuvent gagner quelque chose dans la course à la compétitivité entre les différentes économies (du Sud), comme l'ont pensé la Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines, la

Malaisie, le Brésil, etc., se trompent. Car, au moment où les prix s'affaissent sur le marché mondial, tous leurs beaux pronostics tombent à l'eau sans qu'ils puissent réagir, vu qu'ils ne décident en rien des prix pratiqués sur le marché mondial. Et leur population n'a alors plus qu'à souffrir...

Le projet de développement, auquel il faut penser, implique bien sûr que l'on arrête de payer le service de la dette et que l'on dirige les ressources ainsi rendues disponibles pour le remboursement de la dette écologique et sociale que les gouvernants du Sud ont contracté auprès de leur population... Il faut donc arrêter de payer la dette. Il faut néanmoins savoir que l'annulation de cette dette est en soi absolument insuffisante. Il est nécessaire d'y coupler d'autres réformes fondamentales et complémentaires, comme la réforme agraire au Brésil. Il faut aussi instaurer un protectionnisme de tous les pays du Sud par rapport aux produits du Nord et pas l'inverse (le protectionnisme du Nord existe bel et bien, même s'il est très subtil). De plus, au niveau des pays du Sud, il faut des gouvernements qui prennent en compte les priorités sociales et cherchent à les satisfaire. Or, ce qui se passe dans certains pays (comme le Congo, l'Angola, le Rwanda, etc.) pour le moment, c'est que des gouvernements qui avaient annoncé des mesures progressistes en viennent à appliquer en tous points le modèle néolibéral. On ne mènera pas de réformes en faveur des populations locales sans réaliser une ponction sur les riches du pays et sans arrêter le remboursement de la dette. Au lieu de faire cela, ces gouvernements continuent à fonctionner selon le modèle du tout à l'exportation. Evidemment, il est très compliqué de couper à un moment donné le cordon. Mais tant qu'on ne commencera pas à le faire, on n'aura pas de possibilité de développement...

Au Nord, la responsabilité de tout un chacun est d'abord de lutter contre les politiques des gouvernements du Nord. Avant de commencer à critiquer les pays du Sud et de prendre prétexte de leur déficit démocratique pour continuer à les piller — comme le font tous les gouvernements des pays du Nord —, il faut changer de politique au Nord, et c'est à

nous d'imposer ces changements ! En matière d'annulation de la dette, en matière de lutte contre la logique de l'OMC et des droits de propriété intellectuelle, mais aussi des politiques des multinationales. Il faut soutenir des initiatives comme le Tribunal des peuples qui a consacré en mai 1998 une session contre les multinationales (notamment contre la politique de la multinationale pétrolière Elf). Il faut aussi appuyer des campagnes comme celles favorisant un commerce équitable (Campagne «vêtements propres» - «Made in dignity», etc.). Il faut développer la campagne pour l'annulation de la dette du Tiers monde à l'occasion du Jubilé 2000. Tous ces combats dans les pays du Nord sont fondamentaux : se battre pour défendre les opprimés du Nord, c'est aussi défendre les opprimés du Sud. C'est-à-dire se battre pour défendre les sans-emploi, les sans-logis, les sans-papiers... Il faut donc poser des actions de solidarité avec le Sud, tout en continuant de mener des luttes ici dans le Nord. Ce sont des batailles fondamentales à mener ici pour provoquer des changements au niveau de la planète.

BIBLIOGRAPHIE

Adda J. (1996), *La Mondialisation de l'économie*, (1 et 2), La Découverte, collection «Repères», Paris, 1996, 124p.

Adda J. (1997), «La nouvelle économie mondiale» (4p), *Alternatives Economiques*, Hors-Série n°32, Paris, 1997.

Banque mondiale (1995), *Promouvoir le développement dans le monde. Le monde du travail dans une économie sans frontières*. Banque mondiale, Washington, 1995.

Banque mondiale (1999), *Global Development Finance*, vol. 1, Washington, 1999.

Banque mondiale, Communiqué de presse, n°99/2121/S, 7 avril 1999.

CADTM (1998), *Du Nord au Sud: l'endettement dans tous ses états*, Bruxelles, 1^{er} trim. 1998, 115p.

Chesnais François (1994), *La Mondialisation du capital*, Syros, collection «Alternatives économiques», Paris, 1994, 286p

Chesnais François -coordinateur- (1996), *La mondialisation financière*, coll. Alternatives économiques, éd. Syros, Paris, 1996, 306p.

Fonds Monétaire International (1999), Rapport annuel 1999, Washington.

Hayek von, Friedrich August (1944), *The Road to Serfdom*, University of Chicago Press, Edit Routledge et Kegan Paul, Londres, 1944. Edition en français : *La Route de la Servitude*, Edit. Médicis, 1946.

PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, Economica, Paris, 1995, 1997, 1998, 1999.

Smith Adam (1776), *Enquête sur la nature et l'origine de la richesse des Nations*, Edit.

Gallimard, Paris, 1976. Edition en anglais : *An Inquiry into the Nature and the Causes of the Wealth of Nations*, Edition fac-similé, The University of Chicago Press, Chicago, 1976.

Toussaint Eric (1998j), *La Bourse ou la Vie. La Finance contre les Peuples*, Edit Luc Pire-Bruxelles//CADTM/Syllepse/CETIM.

Toussaint Eric (1999), «Jubilee 2000 ou les ambiguïté d'une campagne. Briser la spirale infernale de la dette», in *Le Monde diplomatique*, septembre 1999.